

## REGLEMENT DE CONSULTATION

Marché public relatif aux travaux de construction du poste HTBT pour le projet PASTIS, sur le site CEA de Cadarache (13)

<b>Mode de passation du marché public</b>	Marché à procédure adaptée
<b>Homogénéité des besoins</b>	Opérations de travaux
<b>Code CPV</b>	45317200-4 Travaux d'installation électrique de transformateurs 45315400-2 Installations haute tension 45315600-4 Installations basse tension
<b>Nomenclature IRSN</b>	DA 3000078562
<b>Marché sensible</b>	Non

**Date limite de réception des offres :**

**Lundi 06 novembre 2023 à 17 heures**

**NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

**IRSN** (Siège social)  
31, avenue de la Division Leclerc  
BP 17  
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex  
Tél. : 01 58 35 88 88

MEMBRE DE  
**ETSON**

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	1
ARTICLE 1 PRESENTATION DE LA CONSULTATION .....	2
ARTICLE 2 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 3 ORGANISATION DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 4 DOSSIER DE CANDIDATURE .....	6
ARTICLE 5 DOSSIER D'OFFRES .....	9
ARTICLE 6 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	10
ARTICLE 7 MODALITES D'ECHANGES ENTRE LA REMISE DES OFFRES ET L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ	12
ARTICLE 8 ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....	13
ARTICLE 9 NOTIFICATION DU MARCHÉ .....	13
ARTICLE 10 RECOURS .....	14
ANNEXE n°1 : CANDIDATURE D'UN OPERATEUR ECONOMIQUE ETABLI DANS UN ETAT AUTRE QUE LA FRANCE.....	15
ANNEXE N°2 : COPIE DE SAUVEGARDE .....	17
ANNEXE N°3 : MODALITES D'ECHANGES ELECTRONIQUES .....	18
ANNEXE N°4 : SIGNATURE ELECTRONIQUE.....	19
ANNEXE N°5 : Certificat de visite .....	20
ANNEXE n°6 : Conséquences éventuelles liées à la réorganisation de la filière nucléaire .....	21

# ARTICLE 1 PRESENTATION DE LA CONSULTATION

## 1. Type de procédure

<b>Mode de passation du marché public</b>	Marché à procédure adaptée
---	----------------------------

## 2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture, la mise en place et le raccordement d'un poste Haute tension / Basse tension (15KV/ 410 V) détaché du futur bâtiment 318, composé d'une enveloppe béton « PREFA » avec les équipements électriques Haute tension, Basse tension et de sécurité.

Ces travaux de construction du poste HTBT s'inscrivent dans le cadre du projet PASTIS, sur le site CEA de Cadarache (13).

Les prestations à réaliser sont définies dans le cahier des charges référencé PPT/SESA-Cad/009 2023 OS.

## 3. Allotissement

La consultation fait l'objet d'un lot unique car la dévolution en lots séparés rend techniquement difficile l'exécution des prestations.

## 4. Variantes

La consultation peut faire l'objet de variantes facultatives proposées par les candidats.

Les candidats qui présentent des variantes doivent obligatoirement remettre une offre distincte pour la solution de base. Les exigences minimales que les variantes doivent respecter sont les suivantes :

- Respect des performances techniques attendues et définies par le cahier des charges.

## 5. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

## 6. Options

S'agissant d'un marché de travaux, l'IRSN peut recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des prestations complémentaires exécutées par le Titulaire au sens de l'article R. 2122-4 du CCP.

## ARTICLE 2 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

### 1. Type de marché public

Le présent marché constitue un marché ordinaire.

### 2. Décomposition en tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

### 3. Durée

Le marché est conclu à compter de sa date de notification et prendra fin à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

Le délai d'exécution des travaux est fixé à 15 mois maximum, à compter de la notification du marché (période de préparation, temps d'études et approvisionnement inclus).

### 4. Prix

Les prestations relatives au présent marché sont à prix forfaitaires dont la répartition est précisée au sein de l'annexe financière (DPGF) de l'acte d'engagement.

## ARTICLE 3 ORGANISATION DE LA CONSULTATION

### 1. Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises contient les pièces suivantes :

- **0. Le présent règlement de consultation et ses annexes :**
  - Annexe n°1 : Candidature d'un opérateur économique établi dans un Etat autre que la France,
  - Annexe n°2 : Copie de sauvegarde,
  - Annexe n°3 : Modalités d'échanges électroniques,
  - Annexe n°4 : Signature électronique,
  - Annexe n°5 : Certificat de visite,
  - Annexe n°6 : Conséquences éventuelles liées à la réorganisation de la filière nucléaire,
- **1. Acte d'engagement (AE) et ses annexes :**
  - Annexe n°1 : Annexe financière (DPGF),
  - Annexe n°2 : Acte de sous-traitance (AST),
- **2. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :**
  - Annexe n°1 : Modèle de bon de commande ou d'ordre de service,

- Annexe n°2 : Description du traitement de données à caractère personnel,
  - Annexe n°3 : Accès et coordonnées des différents sites de l'IRSN,
- **3. Le Cahier des charges référencé PPT/SESA-Cad/009 2023 OS et les documents associés:**
- [0] Synoptique-Poste HT-BT,
  - [1] Spécification technique pour la définition des Cellules HTA et Protections Réf STL NTE DO 492 20PPEC000904, indice 3
  - [2] Spécification technique pour les Transformateurs HTA-BT Réf. 140 ELECT PZR SPE 09000348, indice B
  - [3] Spécification technique des TGBT principaux des postes HTA-BT Réf. 850 ELECT NTE 21 001 DO, indice A
  - [4] Spécification technique d'éclairage public sur le centre de Cadarache Réf. : 201 ELECT SPE 16 017, indice 1
  - [5] Guide de choix des schémas de liaison à la terre dans les ouvrages HTA/BT Réf. : 140 ELECT PZR GUI 09000377, indice A
  - [6] Spécification technique des Auxiliaires d'un poste HTA/BT STL CDC ELEC DO 122, indice 1
  - [7] Spécification technique de repérage et d'identification des ensembles électriques et fonctionnels Réf. : 850 ELECT SPE 21 001 DO, indice A
  - [8] Spécification technique des équipements de comptage de l'énergie en HTA et BT Réf. : STL SPE ELEC DO 098, indice 1
  - [9] Spécification technique des équipements à surveiller par API dans un poste HT/BT Réf. : STL NTE ELEC DO 122, indice 1
  - [10] Spécification technique de définition des contrôles et essais effectués dans le cadre de la création d'un ouvrage HT/BT Réf. : 140 ELECT PZR NTE 09000306, indice A
  - [11] Spécification technique des plans et schémas à fournir dans le cadre de la réalisation d'un ouvrage HTA/BT Réf. :140 ELECT PZR NTE 09000366, indice A
  - [12] Spécifications techniques concernant le Matériel de sécurité et affichages réglementaires Ref.112 ELECT PFS SPE 090000364, indice B
  - [13] SPE-JG-Spécification technique éclairage inter clôtures Réf. PGZ 201 ELECT SPE 16 032, indice A
  - [14] 134 INFOR PGA SPE 04001376-R-travaux réseaux règlementaires Réf.134 INFOR PGA SPE 04001376, indice R
  - [15] Spécification technique générale de définition des postes électriques HTABT préfabriqués Réf. 850 ELECT SPE 21 002 DO, indice A
  - [16] 140 ELECT PZR SPE 09000319\_Enfouissement Ligne souterraine Réf. STL CDC ELEC DO 284, indice 2
  - [17] Procédure prise en compte poste HTA-BT Réf. STL NTE ELEC 2022-0214-DO, indice 2
  - [18] Raccordement producteur Elec. CAD\_ST-22-050 Réf. STL ST ELEC 2022-0205-DO, indice B
  - [19] Consignes de sécurité des postes HT BT Ref. STL NTE ELEC DO 430, indice 1
  - [20] 2022-NTE-0187-IND 3\_Principes exploitation réseau HTB-HTA Ref. STL NTE ELEC 2022-0187-DO, indice 2

**Par ordre de priorité, les exigences techniques et fonctionnelles citées dans le présent cahier des charges prévalent sur les recommandations techniques des spécifications techniques ci-dessus.**

- **4. L'étude de sol G1 ES & PGC réalisée par la cabinet ABO ERG Géotechnique du 29/06/2023,**

## **2. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à six (6) mois à compter de la date limite de remise des offres.

## **3. Modification du dossier de consultation des entreprises**

L'IRSN se réserve le droit d'apporter **7 (sept) jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, mentionné en première page du présent document, des modifications de détail au présent dossier de consultation.

## **4. Renseignements complémentaires**

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **10 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, une demande écrite en utilisant les modalités prévues par la plateforme dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr> à la rubrique « Déposer une question / Consulter les réponses ». Toute demande arrivant après ce délai ou par un autre moyen que la plateforme pourra ne pas être pris en considération.

En cas de difficulté de téléchargement des pièces ou d'utilisation de la plateforme PLACE, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la plateforme (manuels d'aide à l'utilisation, et support téléphonique accessibles depuis la plateforme) et de lire l'annexe au présent document intitulé « Modalités d'échanges électroniques ».

## **5. Visite de site**

Pour soumissionner au marché, **les candidats doivent obligatoirement avoir visité le site ou les travaux seront réalisés.**

Les visites de site seront organisées collectivement aux dates suivantes :

- Le 17/10/2023 à 9 heures
- Le 23/10/2023 à 9 heures

Le candidat choisit la date à laquelle, il souhaite participer à la visite et doit prendre contact avec :

- **Monsieur Olivier SIBON– Mail : [olivier.sibon@irsn.fr](mailto:olivier.sibon@irsn.fr) / Tél : 04-42-19-93-15.**
- **Monsieur Jean-Pierre SOUBIRA– Mail : [jean-pierre.soubira@irsn.fr](mailto:jean-pierre.soubira@irsn.fr) / Tél : 04-42-19-97-42.**

Le candidat doit leur transmettre **au plus tard 5 (cinq) jours avant celle-ci** une demande d'accès au site en indiquant les informations suivantes : nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité de naissance et actuelle, profession, employeur.

Chaque candidat ne pourra effectuer qu'une seule visite et sera représenté par trois (3) personnes au plus.

**Le certificat de visite des lieux figurant en annexe devra être dûment rempli, daté et signé par les deux parties, puis joint à l'offre sous peine de rejet.**

# ARTICLE 4 DOSSIER DE CANDIDATURE

## 1. Constitution de groupements

Les candidatures sont présentées :

- Soit par l'ensemble des membres du groupement ;
- Soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Deux cas sont à distinguer :

- **Cas d'un mandataire habilité** : Si les co-traitants ont habilité le mandataire à les engager contractuellement dans la lettre de candidature ou équivalent, seul le mandataire signe l'acte d'engagement au stade de l'attribution.
- **Cas d'un mandataire non habilité** : Si les co-traitants n'ont pas habilité le mandataire à les engager contractuellement, chaque membre du groupement doit signer l'acte d'engagement au stade de l'attribution.

Un même opérateur économique ne peut se présenter pour un même marché public en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ni en qualité de membre de plusieurs groupements.

Au sein de la présente consultation, et en cas d'attribution du marché à un groupement celui-ci devra être à minima conjoint avec mandataire solidaire.

Les candidats sont invités à déposer leurs plis via la plateforme de dématérialisation PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, avant les dates et heures indiquées en page de garde du présent document.

Le dossier du candidat comportera un sous-dossier « candidature » et un sous-dossier « offre » avec les pièces demandées au titre du présent règlement de consultation.

Pour chaque étape de la procédure, les candidats devront respecter ce mode de transmission pour l'ensemble des documents. Les candidats sont invités à lire l'annexe pour plus d'information sur les modalités d'échange par voie électronique.

## 2. Composition du dossier de candidature

Le dossier de candidature doit être présenté pour chaque candidat, membre de groupement ou sous-traitant et doit :

- Être présenté sous un format Excel, Word, PDF ou équivalent et rédigés en langue française. Dans le cas contraire, l'offre ou la candidature pourra être intégralement rejetée.
- Être complet aux fins d'évaluer les capacités juridiques, techniques et professionnelles ainsi qu'économiques et financières du candidat.

Si le candidat est étranger, il est invité à se rendre en annexe « Candidature d'un opérateur économique non-français ».

Il est invité à remettre sa candidature sous UN des formats suivants au choix : DUME OU DC1 & DC2.

### **3. Cas de la sous-traitance**

Conformément à l'article L2193-2 du Code de la commande publique, la sous-traitance est l'opération par laquelle un opérateur économique confie à une autre personne appelée sous-traitant, l'exécution d'une partie des prestations du marché conclu avec l'IRSN.

Le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché, et en présenter les modalités lors de la procédure de passation du marché (phases candidature et offre) et/ou tout au long de l'exécution du marché. Cela suppose d'avoir déclaré à l'IRSN le sous-traitant, et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de la candidature ou de l'offre, le soumissionnaire identifie les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel, et fournit à l'IRSN :

- [Le formulaire DC4 Déclaration de sous-traitance](#) complété ;
- Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie (formulaires DC1 et DC2) et énumérés à la partie « candidature » du règlement de consultation ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- Le cas échéant, l'annexe de confidentialité dûment renseignée et signée par le sous-traitant.

### **4. Informations générales du candidat**

Le candidat doit produire :

- Son numéro du registre d'identification (SIREN) ;
- Une attestation sur l'honneur qu'aucun soumissionnaire ne soit concerné par l'un des motifs d'exclusion mentionnés aux articles L2141-1 et aux 1° et 3° de L.2141-4 du Code de la commande publique ;
- En cas redressement judiciaire, une copie du ou des jugements prononcés.

### **5. Informations sur les capacités économiques et financières du candidat**

Au titre de l'arrêté du 22 mars 2019, il est demandé au candidat de produire :

	Documents de candidature	Requis ou non
Mentions relatives aux chiffres d'affaires	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;	Requis
Autres documents	Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois (3) dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi	Requis

## 6. Informations sur les capacités techniques et professionnelles du candidat

Au titre de l'arrêté du 22 mars 2019, il est demandé au candidat de produire :

Documents de candidature		Requis ou non
Liste de travaux	Une liste des travaux exécutés au cours des trois (3) dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants	Requis
Effectif	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années	Requis
Titres d'études et indications	L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public	Requis
	L'indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage	Non requis
Descriptions techniques	Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public	Requis
	La description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise	Non requis
	L'indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en œuvre lors de l'exécution du marché public	Non requis
	L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public	Non requis
Certificats	Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés	Non requis
	Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'IRSN accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une habilitation de niveau B1 minimum du personnel intervenant ;</li> <li>✓ Certification Qualifélec pour les prestations de raccordement des têtes Haute Tension sur le transformateur</li> </ul>	Requis
Contrôle	Lorsque les produits ou les services à fournir sont complexes ou que, à titre exceptionnel, ils doivent répondre à un but particulier, un contrôle effectué par l'IRSN ou, au nom de celui-ci, par un organisme officiel compétent du pays dans lequel le fournisseur ou le prestataire de services est établi, sous réserve de l'accord de cet organisme ; ce contrôle porte sur les capacités de production du fournisseur ou sur la capacité technique du prestataire de services et, si nécessaire, sur les moyens d'étude et de recherche dont il	Non requis

dispose ainsi que sur les mesures qu'il prendra pour contrôler la qualité.

## ARTICLE 5 DOSSIER D'OFFRES

Respectivement, et pour chaque lot le cas échéant, le candidat doit produire un dossier complet, comprenant les pièces suivantes présentées de la manière suivante :

- **L'acte d'engagement**, au format Word ou équivalent, rigoureusement complété et accompagné de son annexe financière (DPGF) complétée ;
- **Le mémoire technique qui** développera notamment les sujets suivants clairement identifiés par chapitre :
  - Chapitre 1 : Méthodologie de réalisation des travaux, présentation du fonctionnement de l'organisation prévue pour l'exécution des travaux, solutions techniques et matériels proposés avec transmission des fiches techniques correspondantes (Cellules HT, redresseurs, protections électriques, transformateurs) ;
  - Chapitre 2 : Moyens humains mis en œuvre pour l'exécution des travaux et compétence de l'équipe (joindre impérativement les curriculum vitae de chaque intervenant faisant apparaître les qualifications, diplômes, expériences et compétence...) avec l'identification des sous-traitants éventuels ;
  - Chapitre 3 : Planning d'exécution détaillé des travaux faisant apparaître les éléments suivants avec précision d'effectifs : la période de préparation, les études, l'approvisionnement, la réception usine, les travaux préparatoires, les travaux d'installation et les opérations de réception du chantier (test, contrôles effectués, etc...) ;
- Le cas échéant, le formulaire d'agrément du sous-traitant
- **Le certificat de visite obligatoire du site ;**

A défaut de production des documents visés aux points ci-dessus ou de l'un des renseignements obligatoires qu'ils requièrent, l'intégralité de l'offre peut être rejetée.

Toutefois, il est précisé que la signature de l'offre n'est pas exigée à ce stade de la procédure. La signature devra néanmoins intervenir au stade de l'attribution du marché (cf. infra).

## ARTICLE 6 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Aux fins de l'analyse des offres, le barème suivant sera utilisé :

10	<b>Niveau de satisfaction : excellent</b> La proposition répond parfaitement et en tous points aux attentes exprimées, sans tomber dans le surdimensionnement. Elle est personnalisée, offre toutes les garanties / tous les avantages particuliers attendus rendant absolument certaine la satisfaction du besoin.
8 à 9	<b>Niveau de satisfaction : très satisfaisant</b> La proposition répond de manière précise aux attentes exprimées, elle offre plusieurs garanties en vue de la bonne exécution des prestations / présente plusieurs avantages particuliers.
6 à 7	<b>Niveau de satisfaction : satisfaisant</b> La proposition répond correctement aux attentes exprimées et présente au moins un avantage particulier.
5	<b>Niveau de satisfaction : correct</b> La proposition répond aux attentes minimales exprimées, mais ne présente aucun avantage particulier.
3 à 4	<b>Niveau de satisfaction : incertain</b> La proposition semble répondre partiellement aux attentes exprimées car contient des imprécisions et/ou des réserves générant un doute quant à la possible satisfaction du besoin.
1 à 2	<b>Niveau de satisfaction : manifestement insuffisant</b> La proposition est insuffisante, trop lacunaire, incomplète, sous-dimensionnée par rapport au besoin. Elle ne permet pas de répondre aux attentes exprimées ou avec des réserves significatives.
0	<b>Absence de réponse ou réponse inadaptée</b> , sans rapport avec les attentes exprimées.

### 1. Examen des candidatures

La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché conformément à l'article R2144-3 du Code de la commande publique.

L'analyse des candidatures porte sur les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat.

Les candidats sont informés que, concernant les capacités financières, l'IRSN vérifiera également la note PREFACE pour les 3 derniers exercices à l'aide de la base de données fournisseurs DIANE.

A défaut de la disponibilité de la note DIANE, une évaluation est faite sur les résultats de l'entreprise et l'évolution de son CA.

Les candidatures qui ne présentent pas des capacités professionnelles, techniques, financières et économiques suffisantes ne seront pas admises.

En cas de groupement, la recevabilité est analysée pour chaque opérateur économique. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques, financières et économiques est appréciée dans sa globalité.

## 2. Examen des offres

L'IRSN choisit l'offre économiquement la plus avantageuse au terme d'un classement opéré par application des critères et sous-critères pondérés ci-dessous. Il est également précisé que dans le cas de la présentation d'une variante, les offres sont analysées selon les mêmes critères que ci-dessous.

Critères	Pondération %	Sous-critères
Prix	40 %	Apprécié au regard de l'annexe financière (DPGF) de l'acte d'engagement (10 pts)
Technique	60%	60% Méthodologie de réalisation des travaux, présentation du fonctionnement de l'organisation prévue pour l'exécution des travaux, solutions techniques et matériels proposés avec transmission des fiches techniques correspondantes (Cellules HT, redresseurs, protections électriques, transformateurs) (10 pts)
		10% Moyens humains mis en œuvre pour l'exécution des travaux et compétence de l'équipe (joindre impérativement les curriculums vitae de chaque intervenant faisant apparaître les qualifications, diplômes, expériences et compétence...) avec l'identification des sous-traitants éventuels (10 pts)
		30% Planning d'exécution détaillé des travaux faisant apparaître les éléments suivants avec précision d'effectifs : la période de préparation, les études, l'approvisionnement, la réception usine, les travaux préparatoires, les travaux d'installation et les opérations de réception du chantier (test, contrôles effectués...) 10 Pts
Total	100 %	

### Les modalités de notation du critère prix sont les suivantes :

Sous réserve de la conformité des offres aux dispositions du présent règlement de consultation, le critère prix sera évalué sur la base de l'annexe financière (DPGF) comme suit :

- Note prix = Pondération en % x (offre la moins élevée/offre analysée X 10 pts)

### Les modalités de notation du critère technique sont les suivantes :

Sous réserve de la conformité des offres aux dispositions du présent règlement de consultation, le critère technique est évalué sur la base du mémoire technique remis comme suit:

- Note pour chaque sous-critère technique sur 10 points selon le barème applicable ci-dessus, à laquelle sera appliquée la pondération correspondante en % indiquée dans le tableau ci-dessus.
- Afin de donner tout son poids au critère technique, la note globale de 10/10 sera finalement attribuée à la meilleure offre sur le critère technique.
- La réévaluation de toutes les offres sera calculée selon le coefficient de raccordement avec la formule  $Cr = 10 / \text{meilleure note obtenue}$

Pour le présent examen des offres, Il n'est pas prévu d'attribuer une note éliminatoire.

# ARTICLE 7 MODALITES D'ECHANGES ENTRE LA REMISE DES OFFRES ET L'ATTRIBUTION DU MARCHE

## **1. Demande de précisions nécessaire à l'appréciation de l'offre**

Afin d'apprécier la teneur de l'offre du Titulaire, l'IRSN se réserve la possibilité de demander aux candidats des informations et précisions complémentaires et/ou tout sous-détails de prix nécessaire.

## **2. Régularisation de l'offre**

L'IRSN se réserve le droit de demander la régularisation des offres dans les conditions posées aux articles R2152-1 et R2152-2 du Code de la commande publique.

## **3. Audition du soumissionnaire**

L'IRSN se réserve la possibilité d'organiser dans ses locaux une audition des soumissionnaires en vue de préciser leur offre. La durée d'audition sera identique pour l'ensemble des soumissionnaires invités. L'audition est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les soumissionnaires invités à auditionner.

Les soumissionnaires seront contactés via la plateforme PLACE afin de fixer une date de rendez-vous pour l'audition de leur offre.

## **4. Négociation**

Dans la mesure où ce marché est réalisé sous la formule d'un marché à procédure adaptée (MAPA), la présente procédure permet la tenue d'une négociation.

Avant d'attribuer le marché, l'IRSN se réserve la possibilité d'engager une négociation - sous réserve d'un nombre suffisant de candidats avec les 3 offres ayant obtenu les meilleures notes à l'issue d'un premier classement, au vu des critères d'examen des offres.

Les négociations pourront prendre la forme d'un entretien ou d'un échange de courriers et les nouvelles offres seront transmises selon les mêmes modalités que celles indiquées pour la remise des offres initiales. Il est également précisé que :

- L'ensemble des soumissionnaires admis à la négociation pourront négocier leur offre dans la limite des conditions fixées au présent règlement de la consultation ;
- Les candidats admis à la négociation seront informés des modalités et des échéances de la négociation via la plateforme PLACE ou par messagerie électronique ;
- La négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre y compris le prix. Les exigences minimales mentionnées dans le cahier des charges et les critères d'attribution ne peuvent faire l'objet de négociation ;
- En l'absence de remise d'une offre négociée par un candidat, l'IRSN pour le jugement des nouvelles offres prendra en compte la dernière offre remise par ledit candidat ;
- L'IRSN se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. Il est donc de l'intérêt du candidat d'optimiser son offre dès la remise de celle-ci.

La négociation se déroulera en autant de phases que l'IRSN le juge nécessaire.

Les modalités quant à la tenue de la négociation seront précisées dans les invitations à négocier transmises aux soumissionnaires concernés.

## ARTICLE 8 ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Dans le cas où le candidat est désigné attributaire du marché, et conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-9 du code de la commande publique, il devra produire dans un délai imparti à compter de la demande de l'IRSN :

- Dans la mesure où il ne les a pas déjà transmises sur le portail e-attestations (<http://www.e-attestations.com>) pour un marché dont il serait déjà titulaire auprès de l'IRSN après indication dans son offre, les pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, à savoir une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois » dont il s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociales ;
- Les attestations d'assurance contre les risques pertinents (article L241-1 du Code des assurances)

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée. Le candidat classé en deuxième position sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## ARTICLE 9 NOTIFICATION DU MARCHÉ

A l'issue de l'analyse et du classement des offres, l'attributaire :

1° : sera invité à signer électroniquement l'acte d'engagement (en format PDF non modifiable) qu'il recevra depuis la plateforme PLACE.

2° : ne devra pas « verrouiller le fichier après la signature » afin de permettre à l'IRSN d'apposer en dernier sa signature électronique, ni modifier le fichier qui lui est envoyé par l'IRSN pour signature. Toute modification apportée par l'attributaire ne sera pas opposable à l'IRSN.

3° : renvoyer l'acte d'engagement une fois signé électroniquement à l'IRSN via la plateforme PLACE.

L'IRSN signe en dernier le document puis notifie via PLACE le marché au Titulaire.

# ARTICLE 10 RECOURS

## **1. Voies de recours**

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-4 et L. 551-10 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou la publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- Référé secret des affaires prévu à l'article 4 du décret n° 2019-1502 du 30 décembre 2019, codifié à l'article R. 557-3 du code de justice administrative

## **2. Instance chargée des recours et auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours**

Tribunal administratif de Marseille, 22-24 rue Breteuil, Marseille 13006.

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr ; Téléphone +33491134813 ; Fax +33491811387/89

<http://marseille.tribunal-administratif.fr/>

# ANNEXE N° 1 : CANDIDATURE D'UN OPERATEUR ECONOMIQUE ETABLI DANS UN ETAT AUTRE QUE LA FRANCE

## **1. Conditions de participation des opérateurs étrangers établis dans un Etat autre que la France**

### **a. Pour les marchés autres que les marchés de défense et de sécurité**

Le Code de la commande publique (articles L. 2153-1 et L. 2353-1 pour les marchés de défense ou de sécurité) garantit un traitement équivalent des opérateurs économiques ayant signé l'Accord sur les Marchés Publics ou tout autre accord auquel l'Union européenne est partie à celui garanti aux opérateurs économiques, aux travaux, et aux services issus de l'Union européenne.

Dans les autres cas, l'IRSN peut introduire dans les documents de la consultation des critères ou des restrictions fondés sur l'origine de tout ou partie des travaux, fournitures ou services composant les offres proposées ou la nationalité des opérateurs autorisés à soumettre une offre.

### **b. Pour les marchés de défense et de sécurité**

L'article L. 2353-1 du code de la commande publique prévoit des restrictions d'accès aux marchés publics de défense ou de sécurité, pour tous les opérateurs économiques qui ne sont pas ressortissants d'un État membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen. Pour ces opérateurs économiques particuliers, l'article L. 2353-1 comporte des dispositions relatives à l'autorisation exceptionnelle de participer à une procédure de passation d'un tel marché public.

L'article L. 2342-2 du code de la commande publique prévoit un cas spécifique relatif aux conditions de participation pour les marchés publics de défense ou de sécurité : « L'acheteur peut ne pas accepter un opérateur économique qui, au regard notamment de l'implantation géographique hors du territoire de l'Union européenne de l'outillage, du matériel, de l'équipement technique, du personnel, du savoir-faire et des sources d'approvisionnement dont il dispose, ne présente pas les capacités techniques pour exécuter le marché, pour faire face à d'éventuelles augmentations des besoins par suite d'une crise ou pour assurer la maintenance, la modernisation ou les adaptations des fournitures faisant l'objet du marché ». On notera que cette disposition a également un impact sur les conditions de participation des sous-traitants et des sous-contractants dans le cadre des marchés publics de défense ou de sécurité.

## **2. Constitution des pièces de candidature pour un opérateur établi dans un pays autre que la France**

### **a. Attestation et certificats**

Il est notamment demandé à tout candidat de joindre les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Le candidat étranger est libre de fournir tout document équivalent dans les conditions ci-dessous.

Le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-9 du Code de la commande publique (ou aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 et à l'article R. 2343-8 pour les marchés de défense ou de sécurité) ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusion de la procédure de passation, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une

déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement Enfin, que ces moyens de preuve, déclaration sous serment ou déclaration solennelle soient fournis par le candidat ou obtenu directement par l'acheteur, celui-ci est en droit d'en demander une traduction en français, en application des articles R. 2143-16 (et R. 2343-19 pour les marchés de défense ou de sécurité) du code de la commande publique. Il n'est pas imposé la fourniture de documents sous forme d'original, de copie certifiée conforme ou de traduction certifiée, sauf si cela est justifié par une raison impérieuse d'intérêt général.

De même, lorsqu'il demande à un candidat de fournir un certificat, une attestation ou tout autre document prouvant qu'une exigence a été satisfaite, l'acheteur accepte tout document équivalent d'un autre État membre de l'Union européenne.

#### **b. Traduction**

Il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent dans le cadre de la présentation de leur candidature au marché.

Si ce n'est pas le cas, il pourra être demandé des compléments ou explications nécessaires au candidat ayant fourni une pièce en langue étrangère.

## ANNEXE N° 2 : COPIE DE SAUVEGARDE

Les candidats peuvent adresser, de manière privilégiée sur support physique électronique (Clé USB, cd-rom...) ou sur support papier, une copie de sauvegarde des documents transmis électroniquement.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention :

«Marché à procédure adaptée- Travaux de construction du poste HTBT pour le projet PASTIS, sur le site CEA de Cadarache (13) »

Copie de sauvegarde d'une offre électronique

"NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER "

Les copies de sauvegarde seront déposées par porteur et remis au BFCA de l'IRSN : s'adresser au CEA de CADARACHE, situé RD952, face à la sortie 17 de l'A51, 13115 Saint-Paul-lez-Durance

**Il faudra préalablement prendre rendez-vous au minimum 24h à l'avance afin de préparer les formalités d'accès sur le centre**

En cas de difficulté, il convient de faire appeler par l'accueil la personne dédiée au marché.

Elles devront être remises contre récépissé à l'accueil susvisé du lundi au vendredi de 9h00-12h00 et 14h00-15h30 avant les date et heure indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Elles peuvent également être envoyées par correspondance, à l'adresse indiquée suivante :

Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire

SG/SAC

A l'attention de Guillaume BARRAL

Bâtiment 27 - Boîte Postale n°3

92262 FONTENAY-AUX-ROSES CEDEX

Les copies de sauvegarde seront acheminées aux frais et risques des candidats. La date et l'heure de réception doivent être déterminées de façon certaine. Il est conseillé de choisir un mode d'envoi avec suivi complet. L'IRSN ne peut procéder à l'ouverture d'une copie de sauvegarde que si l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :

- elle a été reçue avant les date et heure de remise des plis mentionnées en page de garde du présent document ;
- elle a été remise/envoyée sous enveloppe cachetée ou elle comporte la mention « copie de sauvegarde » ;
- les circonstances de fait entrent dans le champ des cas d'ouverture de la copie de sauvegarde tels que fixés dans l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition du dossier de la consultation et de la copie de sauvegarde :
- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ou ;
- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

A défaut, elles ne seront pas ouvertes et seront détruites. Par ailleurs, dans le cas où le pouvoir adjudicateur aurait procédé à l'ouverture d'une copie de sauvegarde dans les conditions précitées, cette dernière sera écartée et détruite dès lors qu'un programme informatique malveillant aura été détecté.

## ANNEXE N° 3 : MODALITES D'ÉCHANGES ELECTRONIQUES

Le procédé de transmission imposé pour l'envoi des candidatures et des offres est la voie dématérialisée. Pour chaque étape de la procédure, les candidats devront respecter ce mode de transmission pour l'ensemble des documents qu'ils transmettent à l'IRSN.

### **1. Transmission du DCE**

Le DCE est remis gratuitement en accès direction et non restreint à tous les candidats à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/> en accès restreint car l'acheteur veut protéger des informations confidentielles / remis après transmission d'engagement de confidentialité dûment signé par le candidat. Dès réception du document le DCE sera envoyé au candidat.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner sa raison sociale, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant d'assurer de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse, le cas échéant, bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles questions/réponses ou report de délais de remise des plis ainsi que des divers échanges avec l'IRSN (tels que demande de complément, invitation aux négociations, résultats de la consultation, notification du marché ou de l'accord-cadre).

En cas de changement d'adresse pendant la procédure de passation, la nouvelle adresse devra être communiquée dans les meilleurs délais à l'IRSN via la plateforme PLACE.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de tous les échanges et informations complémentaires diffusés par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de suppression ou de modification de ladite adresse électronique.

### **2. Modalités de dépôt de plis**

Tout fichier constitutif de la candidature et/ou de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure de marché public. L'IRSN pourra procéder à un archivage de sécurité de tout fichier contenant un virus informatique. Dès lors, celui-ci sera réputé n'avoir jamais été reçu.

La réponse devra parvenir avant les dates et heure indiquées sur la page de garde du présent règlement aux formats électroniques suivants : Word (doc, docx), Excel (xls, xlsx), Acrobat (pdf).

Le candidat déposera son pli sur la plateforme dématérialisée PLACE, utilisée par l'IRSN : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

## ANNEXE N° 4 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

Au moment de l'attribution du marché, l'IRSN impose la signature électronique de l'acte d'engagement. La signature se fera via l'utilisation de certificats de signature électronique répondant au référentiel général de sécurité et l'application du règlement eIDAS. Ils devront être valides (non expirés et non révoqués). Ces certificats de signature électronique qualifiés entrent au moins dans l'une des catégories suivantes :

- **un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance** qualifié répondant aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique;
- **un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.**

Les formats de signatures sont XAdES, CAdES ou PAdES. L'IRSN souhaite l'utilisation du format : PAdES

La liste des prestataires de services de confiance qualifiés figure sur le site : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>.

Les délais d'obtention pouvant aller de 15 jours à un mois, il est recommandé de se procurer la signature électronique assez tôt.

A l'issue de l'analyse et du classement des offres, l'attributaire :

1. Sera invité à signer électroniquement l'acte d'engagement (en format. Pdf non modifiable) qu'il recevra depuis la plateforme PLACE.
2. Ne devra pas « verrouiller le fichier après la signature » afin de permettre à l'IRSN d'apposer en dernier sa signature électronique.
3. Ne pourra pas modifier le fichier qui lui est envoyé par l'IRSN pour signature. Toute modification apportée par l'attributaire ne sera pas opposable à l'IRSN.
4. Renvoie à l'IRSN le document signé via la plateforme PLACE.

Puis l'IRSN :

5. Signe en dernier le document
6. Notifie via PLACE le marché au titulaire.

La signature d'un dossier compressé (type zip) ne vaut pas signature de chaque document du zip.

NB : en cas d'indisponibilité de la signature électronique au moment de l'attribution, l'acte d'engagement sera signé de manière manuscrite. A l'issue de l'analyse et du classement des offres, l'attributaire sera invité à signer l'acte d'engagement sans le modifier et il le retournera à l'IRSN par voie postale. L'IRSN signe en dernier le document, garde l'original et notifie via PLACE une copie du marché au titulaire.

## ANNEXE N° 5 : CERTIFICAT DE VISITE

### ATTESTATION DE VISITE DES LOCAUX

Travaux de construction du poste HTBT pour le projet PASTIS, sur le site CEA de Cadarache (13).

Je soussigné \_\_\_\_\_

En qualité de \_\_\_\_\_

Certifie que l'entreprise \_\_\_\_\_

Représentée par \_\_\_\_\_

A visité les locaux suivants : \_\_\_\_\_

LIEU	REPRESENTANTS
<b>CADARACHE</b>	Date : _____  Nom et signature du représentant IRSN :

## ANNEXE N° 6 : CONSEQUENCES EVENTUELLES LIEES A LA REORGANISATION DE LA FILIERE NUCLEAIRE

Les candidats / soumissionnaires sont informés de la situation actuelle et future du pouvoir adjudicateur et des conséquences éventuelles suivantes sur la procédure :

- toute communication de valeur et/ou quantités estimée(s) dans le cadre de la présente consultation ne préjuge en rien de l'évolution prévisible des besoins tenant aux conséquences que pourrait entraîner une réorganisation de structure du pouvoir adjudicateur,
- le pouvoir adjudicateur n'exclut pas la possibilité de déclarer sans suite la consultation pour motif d'intérêt général dans l'hypothèse d'une réorganisation de structure, et ce sans indemnité aux candidats / soumissionnaires qui l'acceptent.